

## Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

La situation sur le marché européen continue de se dégrader et les décisions et mesures prises par la Commission en mars se sont révélées inefficaces et inadaptées à régler la crise actuelle, ce qui était facilement prévisible.

La situation en Europe est dramatique : les prix du lait au producteur sont largement inférieurs aux coûts de production et il n'y a pas d'espoir que la situation s'améliore durablement au cours des prochains mois.

La situation en Italie est la même que dans le reste de l'Europe : l'augmentation des volumes de lait (environ 2%) et de fromage sans appellation d'origine protégée (la baisse de la consommation ayant simplement conduit à un accroissement des stocks) a fait chuter les prix. Les exploitations qui tiennent encore le coup sont celles qui ont conclu des contrats de production entre 31 et 33 centimes en décembre 2015 et janvier 2016. Depuis, les prix spots du lait sont en chute libre et on note çà et là des prix inférieurs à la barre symbolique des 20 centimes. Nous observons une tendance nette à la baisse et des temps encore plus durs s'annoncent à partir de juin, quand les contrats signés en décembre et en janvier arriveront à échéance.

La 3<sup>e</sup> Conférence Européenne du lait équitable aura lieu cette année du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet au Luxembourg. Après le succès de la conférence de l'année passée pendant l'EXPO en Italie, on y débattera des résultats obtenus depuis et on fixera les orientations pour l'avenir. Cette année aussi, la « Faironika d'or » y sera décernée à des responsables politiques, des organisations et des agriculteurs qui s'engagent pour une amélioration dans le secteur laitier.

L'EMB poursuivra son combat pour un prix équitable du lait et pour une régulation européenne des volumes pour les producteurs.

*Roberto Cavaliere, conseil d'administration de l'EMB et président de l'APL Italie*

### EMB Bulletin Juin 2016

- La production laitière doit baisser!
- Ensemble pour une politique laitière responsable !
- Projets de soutien actuels : Soutenir les éleveurs laitiers locaux au Burkina Faso et en Zambie
- La crise laitière en France -
- Analyse et focus sur les solutions envisageables
- TTIP et CETA : une attaque contre le marché du lait
- Agriculture européenne : la grande braderie
- Troisième conférence européenne du lait équitable
- Vous pouvez nous trouver sur Facebook

### Contact

**EMB - European Milk Board asbl**

Rue du Commerce 124  
B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

[office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

[www.europeanmilkboard.org](http://www.europeanmilkboard.org)

---

## La production laitière doit baisser!

## Vaste unanimité lors de l'audition extraordinaire des experts en

En commission agricole du Parlement européen, lors de l'audition extraordinaire des experts, une inhabituelle unanimité émergea au sujet des nouvelles interventions sur le marché en vue de brider la production laitière :

À l'instar de nombreux membres de la commission agricole, les responsables des fédérations de producteurs European Milk Board et Via Campesina et du comité général de la coopération agricole COGECA s'exprimèrent en faveur d'une réduction rapide des volumes de lait au niveau européen.

Des critiques acerbes furent adressées au Conseil et à la Commission : l'enveloppe d'aide de 500 millions s'est avérée sans effet. Plutôt que de canaliser ces fonds de façon ciblée pour une réduction de la production, l'argent a été injecté au hasard dans la filière. « Se tourner les pouces en espérant un miracle » ne suffit cependant pas à stabiliser le secteur, de l'avis de l'eurodéputé James Nicholson. Manifestement, les mesures adoptées en mars par le Conseil Agriculture semblent être tout aussi incapables d'encourager les Etats-membres à modérer la production.

### Revendications : une solution européenne et une compensation financière pour les producteurs

La teneur des échanges s'orienta vers une prise de conscience de ce qui faisait défaut, à savoir une solution européenne commune. « Nous, membres du European Milk Board, défendons le principe d'une renonciation volontaire des livraisons de lait qui compenserait l'allègement de la production d'un montant de 30 centimes/kg financé par des fonds européens », indiqua le président de l'EMB Romuald Schaber. Ainsi accompagnée, la mesure pourrait fonctionner sur une base volontaire et être rapidement efficace. Son financement ne poserait aucun problème puisque si on réduit la production laitière de 3 % comme le calcule la Commission européenne, les fonds nécessaires seraient plus ou moins équivalents à la somme des superprélèvements des deux dernières années d'application des quotas. En revanche, Via Campesina revendiqua l'institution d'une obligation de réduction mais souligna également la nécessité d'une compensation financière pour les producteurs.

Les discussions menées dans une salle de réunion bien remplie mirent clairement en lumière la nécessité, au vu de la situation désastreuse qui règne sur le marché, de ne plus perdre de temps et d'enfin passer à l'action. Sous le feu des critiques qui leur furent adressées, même Joost Korte de la Commission européenne et le ministre Van Dam, présent pour le Conseil, durent admettre que l'urgence était de mise. En prévision du prochain sommet des ministres de l'agriculture, le ministre Van Dam annonça déjà de nouvelles mesures qui pourraient éventuellement être financées par des moyens supplémentaires provenant du fonds de crise.

« Le Conseil et la Commission sont désormais invités à prendre des mesures de réduction de la production au titre de l'article 222 et à les accompagner de dispositions financières, » conclut le président de la commission agricole, Adam Siekierski en résumant les revendications exprimées lors de l'audition. Siekierski avait l'intention de présenter et demander ces mesures, dès la prochaine séance plénière au Commissaire à l'Agriculture, Phil Hogan.

[Vidéo de l'audition](#) (Intervention Romuald Schaber 0:50, réponses: 2:20)

*Communiqué de presse de l'EMB*

---

**Ensemble pour une politique laitière responsable !**

## **Un appel pressant des producteurs européens et africains aux décideurs politiques**

© EMB

Dans une déclaration commune, des agriculteurs européens et africains ont appelé les responsables politiques des deux continents à s'engager en faveur de concepts équitables et responsables afin de résoudre la crise du marché du lait.

« Les décideurs européens doivent mettre en place un instrument d'ajustement de la crise qui s'attaque aux volumes produits et valable pour tous les états membres de l'Union européenne », voilà l'une des revendications de l'appel signé par l'association faïtière européenne des producteurs de lait « European Milk Board », la Plate-forme d'Actions à la Sécurisation des Ménages Pastoraux au Burkina Faso (PASMEP), l'Union Nationale des Mini-laiteries du Burkina Faso (UMPL/B) ainsi que l'organisation d'aide au développement MISEREOR et Germanwatch.

Cet appel réclame également : « il ne faudrait pas conclure actuellement d'accords de partenariat économique entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest car ils auraient des conséquences négatives pour le partenaire ouest-africain, en particulier sur ses structures locales. »

Cette déclaration intervient à l'occasion de la Journée mondiale du lait de l'ONU le 1<sup>er</sup> juin et d'une visite ayant lieu actuellement d'éleveurs laitiers européens au Burkina Faso, accompagnés par MISEREOR et German Watch, et au cours de laquelle tous les participants peuvent se faire une idée des conditions dans lequel le lait est produit en Afrique.

### **Burkina Faso : « Nous sommes capables de nous approvisionner nous-mêmes »**

Marianne Diallo, productrice de lait à Tambolo, un petit village à environ 170 kilomètres de la capitale burkinabè, Ouagadougou, explique aux visiteurs : « nous sommes capables de nous approvisionner nous-mêmes en lait. Nous avons bâti une petite laiterie et nous y produisons du lait et du yaourt. » Les paysans de Tambolo cultivent également le soja, les fèves et le maïs. Les revenus tirés de la vente du lait leur permettent de nourrir leur famille et de financer la scolarité de leurs enfants. Les éleveurs représentent un tiers de la population du Burkina Faso. Leur existence est toutefois de plus en plus menacée par les importations en grandes quantités de lait en poudre venant d'Europe car les produits européens sont, en moyenne, moitié moins chers que les produits laitiers locaux.

### **Les agriculteurs vont mal sur les deux continents**

Les signataires de cet appel demandent instamment à l'Allemagne et à l'Europe de stopper la production très excédentaire de lait dans l'UE car celle-ci fait baisser les prix dans le monde entier et détruit en permanence des exploitations agricoles. « Les producteurs de lait en Europe et en Afrique vont mal à cause de la politique actuelle », critique Wilhelm Thees, spécialiste en développement rural chez MISEREOR. « Au Burkina Faso, ce sont les femmes qui produisent le lait. Si cette source de revenu est détruite, c'est toute une structure sociale qui s'effondre car les femmes n'ont pas d'alternative et donc pas de revenu. » Johannes Pfaller, un producteur de lait du sud de l'Allemagne et l'un des représentants de l'European Milk Board lors de la visite au Burkina Faso, déclare : « nous n'avons pas le droit d'exporter en Afrique les problèmes que nous avons créés nous-mêmes. En restreignant le développement d'autres pays, on freine son propre développement. » Christoph Lutze, producteur de lait du nord de l'Allemagne, ajoute : « depuis que je suis en Afrique, j'ai pris conscience du danger que représente pour les producteurs de lait d'ici une politique axée sur les exportations. »

### **Un projet concret sur place**

MIG, l'association belge membre de l'EMB, est déjà active au Burkina Faso depuis plusieurs années. Avec Oxfam, les producteurs de lait belges soutiennent actuellement une mini laiterie à Ouahigouya. Les producteurs de lait belges et africains travaillent également ensemble pour créer un label équitable pour le lait venant du Burkina Faso. Avec « Fairefaso », il s'agit de lancer sur le marché une marque de qualité, comme symbole de prix équitables pour les

producteurs.

Communiqué de presse commun de l'EMB, Germanwatch, Misereor, PASMEP et UMPL/B

Déclaration commune: [Ensemble pour une politique laitière responsable !](#)

---

## Projets de soutien actuels : Soutenir les éleveurs laitiers locaux au Burkina Faso et en Zambie

© Oxfam

peuvent plus vivre de leur travail.

*La surproduction européenne projette son ombre sur l'Afrique : les exportations de lait en poudre à des prix de dumping exercent une pression intense sur la production locale car les consommateurs achètent de plus en plus de produits bon marché importés. Les producteurs locaux de lait ne*

l'aide aux éleveurs laitiers africains.

Deux de nos organisations membres sont actuellement très actives dans

### **Burkina Faso : un label équitable pour le lait local**

Les producteurs de lait belges (MIG) s'engagent depuis de nombreuses années en faveur des éleveurs laitiers ouest-africains au Burkina Faso. Avec Oxfam, MIG soutient actuellement une mini laiterie à Ouahigouya (nous en avons déjà parlé [en février](#)). Les producteurs de lait belges et africains travaillent également ensemble pour créer un label équitable pour le lait venant du Burkina Faso. Avec « Fairefaso », il s'agit de lancer sur le marché une marque de qualité, comme symbole de prix équitables pour les producteurs.

[Récit complet du voyage par Erwin Schöges](#)

### **Mini laiteries de Bittou et Fada : soutenir les productrices de lait**

Oxfam-Solidarité soutient d'autres mini laiteries au Burkina Faso, telle que celle à Bittou, au Sud-Est du Burkina Faso. L'objectif du projet est de renforcer durablement les productrices de lait locales qui doivent faire face à la concurrence du lait en poudre importé bon marché. Grâce au crowdfunding, assez d'argent a pu être récolté en deux semaines pour moderniser la petite laiterie à Bittou, notamment par l'achat de matériel pour un traitement et un conditionnement rapides et hygiéniques du lait. Les productrices de lait souhaitent également recevoir le label « Fairefaso » afin d'améliorer les chances de leur lait sur le marché local.

Il est encore possible de contribuer au crowdfunding jusqu'à la fin juin. L'argent supplémentaire sera utilisé au profit d'une deuxième mini laiterie à Fada qui doit faire face à des problèmes similaires à ceux que connaît la laiterie de Bittou.

Vous pouvez soutenir financièrement la [mini laiterie de Fada](#) jusqu'à la fin juin – merci !

### **Zambie : Une laiterie pour Kasisi**

L'association suisse BIG-M a participé financièrement à un projet qui soutient la construction d'une mini laiterie en Zambie par crowdfunding. L'initiateur est un employé suisse d'un centre de formation pour petits agriculteurs à Kasisi, qui cherche à construire une laiterie de ferme. La somme de 15 000 francs suisses (environ 13 500 €) est nécessaire à la construction d'une salle de traitement du lait ainsi qu'à l'achat d'une centrifugeuse, d'un four Pasteur, d'un groupe

électrogène, d'un réservoir d'eau, d'une chaudière et de divers ustensiles pour le traitement du lait.

13 600 francs ont déjà été récoltés. Il est encore possible de soutenir ce projet jusqu'à la mi-juillet.

Vidéo : [présentation du projet](#) (en Allemand)

Regina Reiterer, EMB

---

## La crise laitière en France - Analyse et focus sur les solutions envisageables

### Pour la régulation : un consensus inédit

© [wikimedia commons](#)

Aujourd'hui, l'ensemble des organisations syndicales françaises plaide pour la régulation de l'offre : c'est la seule solution de bon sens pour sortir de la crise.

L'OPL estime à cet égard que la Copa-Cogeca se fourvoie et devrait elle aussi demander une vraie régulation qui supprime les risques. Mais la Copa-Cogeca préfère plutôt demander des outils financiers qui couvrent ces risques et donner plus de pouvoir aux coopératives. Alors que l'EMB a le PRM, qu'ont-ils à proposer ?

### Des élus français à l'écoute

La crise agricole profonde et notamment le lait inquiète fortement les responsables nationaux et nous sollicitent pour entendre nos propositions. Le temps du constat est déjà fait et les échecs des politiques sont en effet visibles.

Comment trouver des solutions à des éléments qui ne fonctionnent pas ou mal ? - À titre d'exemple : les OP censées renforcer le pouvoir de négociations des producteurs, leurs rôles et leurs missions, la place des coopératives et leur rentabilité réelle,... Ainsi, Sodiaal s'intéresse au système de paiement de Friesland Campina, allant même jusqu'à laisser rentrer dans son conseil un administrateur de Friesland. Sodiaal réfléchit à introduire un système de fixation du prix en fonction du sanitaire de l'élevage, du pâturage, de la longévité des vaches etc.

### Le discours décalé des banques

Les banques ont aujourd'hui un discours rassurant sur la situation agricole! 2015 a été une très bonne année pour elles avec même plus d'investissements agricoles qu'en 2013 et 2014!!! Font-elles réellement la distinction entre investissements et financement de trésorerie? On devine de plus en plus leur volonté de laisser rentrer la finance dans nos exploitations, tout cela cautionné par certaines chambres d'agriculture dirigées par la Fnsea et l'APCA.

*Une analyse de la situation française et les propositions de l'OPL concernant les solutions évoquées (Article 222, d'autres mesures de régulation, contractualisation, rôle des OP) se trouvent dans la [version complète](#).*

Véronique Le Floc'h, Présidente de l'OPL

---

## TTIP et CETA : une attaque contre le marché du lait

© European Union

Les négociations sur le projet d'accord commercial entre l'UE et le Canada (CETA) sont terminées depuis septembre 2014, l'audit juridique a lieu au Canada et dans l'UE jusqu'à ces dernières semaines et l'accord attend

désormais d'être ratifié.

Le Conseil de l'UE se penchera sur CETA dès le mois de juin de cette année, un vote aura lieu au plus tôt en septembre. Il s'ensuivra un vote au Parlement européen. Même si cela semble probable, il n'est pas encore absolument certain si la Commission européenne proposera CETA au Conseil en tant qu'accord mixte. CETA serait alors également soumis à un vote dans les États membres de l'UE. Dans ce cas, les experts s'attendent à ce que la

Commission européenne propose son application provisoire.

Une telle application provisoire peut être considérée non seulement comme peu démocratique mais également comme très délicate. On le voit actuellement avec le cas des Pays-Bas où les électeurs ont voté, lors d'un referendum, contre l'accord commercial en application provisoire entre l'UE et l'Ukraine. En Wallonie, l'une des trois régions de Belgique, le gouvernement vient d'indiquer qu'il ne comptait pas donner son accord à CETA et le ministre des Affaires étrangères roumain a récemment exprimé son refus. Avec ce

genre d'accords commerciaux controversés, le processus de vote lui-même est déjà largement source de conflit, mais le contenu l'est encore davantage. Les échanges agricoles euro-canadiens, comme prévus par CETA, auront un impact sensible sur le marché du lait au Canada ; dans l'UE, c'est le marché de la viande qui sera touché.

Actuellement, le marché du lait canadien est protégé des importations à bas prix par des droits de douane de 245,6 pourcents. Le Canada dispose d'une régulation active des volumes sur le marché du lait. Les producteurs versent une pénalité pour chaque litre de lait en excédent. Alors que le prix payé aux producteurs canadiens est fixé en fonction des coûts de production du lait et atteignait presque 48 centimes/kg, le prix européen du lait a dégringolé face à la concurrence mondiale pour atteindre 29,3 centimes/kg en février de cette année. L'orientation actuelle à l'export décidée au niveau politique, le travail préliminaire à ce type de politique commerciale, a entièrement détruit le prix du lait pour les producteurs européens. Si CETA était ratifié, le marché canadien se retrouverait également soumis à une pression intense. Actuellement, les exportations de fromage en provenance de l'UE ne parviennent au Canada que grâce à des quotas exonérés de douane. CETA prévoit de les doubler, pour passer de 13 472 tonnes à 31 072 tonnes, plus 1 700 tonnes supplémentaires de fromage industriel. Près de 8 pourcents du marché national du fromage (425 400 t) seraient alors fournis par l'industrie laitière européenne. Le prix bas de l'UE bat le prix du lait canadien, plus élevé et assurant la survie des producteurs. On peut s'attendre à ce que le quota exonéré de douane puisse sans problème être exploité intégralement par l'industrie européenne.

Terry Boehm, agriculteur céréalier et ancien président de l'Union Nationale des Fermiers, déclare : « Notre système de régulation des volumes est au programme des négociations de tout accord commercial. Le gouvernement canadien cherche à libéraliser mais il continue de protéger la régulation des volumes car il y a de nombreux éleveurs laitiers au Québec et parce que les voix québécoises sont importantes pour les élections au Canada. Avec chaque négociation, toutefois, la régulation des volumes perd un peu de sa substance. »

CETA n'offre qu'un avant-goût de ce qui attend l'agriculture avec le TTIP. Ces négociations ont débuté en juin 2013. Toutefois, la tendance qui se dessine déjà sur le marché du lait n'est pas celle d'exportations unilatérales en provenance de l'UE mais d'un échange de coups qui viendra perturber considérablement les marchés des deux côtés de l'Atlantique. D'après l'étude la plus récente du ministère de l'agriculture des États-Unis, de novembre 2015, les importations vers l'UE en provenance des États-Unis devraient augmenter, après l'abandon des droits de douane, de 150,78 millions de dollars US pour le beurre et de 76,31 millions de dollars US pour le fromage. La valeur des exportations de fromage en provenance de l'UE devrait augmenter de 325,35 millions de dollars US. Une condition essentielle à la croissance des exportations est, dans chaque cas, que la matière première, le lait, ait un prix suffisamment bas, dans l'intérêt de l'industrie exportatrice.

*Berit Thomsen, Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL)*

---

## Agriculture européenne : la grande braderie

*En avril, Les Amis de la Terre ont publié un rapport qui révèle que le TTIP (TAFTA) pourrait avoir des incidences majeures sur la production agricole et alimentaire dans l'Union européenne. Le rapport met en lumière que le TTIP favorisera les exploitations agricoles industrielles et défavorisera les exploitations familiales. Il accroîtra la concentration industrielle dans le secteur agricole.*

© Friends of the Earth  
Europe

### Incidences sur la production laitière

L'UE est le plus important producteur de produits laitiers dont la valeur d'exportation s'élève, en moyenne, à 1,1 milliard \$ par an vers les États-Unis. Les exportations des États-Unis vers l'UE ne représentent que 87 millions \$. Les deux puissances ont recours à des quotas et des droits de douane élevés pour limiter les importations de produits laitiers. Selon l'Association européenne du commerce des produits laitiers, Eucolait, la plupart des droits de douane sur les produits laitiers sont tellement élevés qu'ils « empêchent de fait toute importation » alors que « les droits de douane de l'UE ne permettent pas des importations régulières ». Par ailleurs, les États-Unis et l'UE utilisent des dispositions réglementaires et des mesures de sécurité alimentaire que d'autres qualifient de mesures de restriction du commerce, telles que :

- Redevances pour l'évaluation des importations de produits laitiers aux États-Unis
- Décret des États-Unis sur le lait pasteurisé et règlement sur la catégorie A
- Normes d'identité des produits laitiers ne correspondant pas aux États-Unis aux normes internationales
- Interdiction par l'UE de l'hormone de croissance recombinante bovine dans le lait
- Normes de comptage des cellules somatiques plus strictes dans l'UE (<400,000/ml) que les normes d'application aux États-Unis (<750,000/ml).

L'industrie des produits laitiers dans l'UE est hétérogène et présente des intérêts divers avec le TTIP. Les exploitants laitiers y perçoivent une menace et, parmi eux, semble dominer le sentiment que les intérêts de certains secteurs laitiers sont sacrifiés dans le cadre des négociations. À l'inverse, le lobby du lait aux États-Unis est influent et le gouvernement américain protège fortement le secteur. Le grand message que fait entendre la Commission est que les échanges commerciaux de lait vont augmenter pour l'UE, mais elle dissimule le fait que les agriculteurs pourraient voir leur prix du litre de lait amputé, même si les exportations sont en hausse. Les changements structurels en cours, qui concentrent et intensifient l'exploitation laitière, pourraient s'aggraver. Les modèles économiques prédisent une contraction de la production dans les États membres, notamment en Autriche, dans le Benelux et au RU.

### Prévisions concernant le TTIP

Même si les États-Unis et l'UE protègent leur production laitière respective en appliquant des droits de douane relativement élevés, les études de modélisation économique se fondent sur l'hypothèse d'une élimination des droits de douane et d'une réduction de 25% des mesures non tarifaires. Deux études, le modèle CEP11 (Fontaigne, Gourdon & Jean, 2013) et le modèle du Parlement européen (Bureau et al., 2014) prédisent une augmentation des exportations laitières des États-Unis qui oscilleraient, à l'horizon de 2025, entre 5,2 et 5,4 milliards \$, chiffres que les auteurs recommandent de manier avec précaution compte tenu des incertitudes qui planent encore sur l'effet de l'élimination des mesures non tarifaires alors que les exportations de l'UE connaîtraient une croissance bien moindre, de 2,4 ou 3,7 milliards \$. Malgré cette envolée significative des échanges commerciaux dans les deux sens, l'industrie du lait de chaque côté de l'Atlantique gagnerait bien peu en termes de valeur ajoutée et dans un certain nombre d'États membres de l'UE, la valeur du secteur serait en recul.

La Commission européenne prétend que le TTIP engendrera une augmentation des exportations de produits laitiers de

l'UE mais ce sont les fromages qui en seront les principaux bénéficiaires. La Commission semble insister lourdement sur la protection d'une liste d'indications géographiques (IG) enregistrées dont une part non négligeable concernerait des fromages. Les organisations d'agriculteurs ont déclaré craindre que les intérêts des autres secteurs laitiers ne soient bradés par la Commission, dans le seul but de conclure un accord.

*Extrait du rapport publié par Les Amis de la Terre 'Trading away EU farmers' (en Anglais)*

*Fiche signalétique*

---

## Troisième conférence européenne du lait équitable

Le 30 juin, la troisième conférence européenne du lait équitable se tiendra à Ettelbruck, en Luxembourg.

Depuis plusieurs années, l'European Milk Board milite, sous la bannière du « lait équitable », pour des prix du lait rémunérateurs.

En collaboration avec la Fairkoperativ Lëtzebuerg, nous aimerions réunir les producteurs de lait, les détaillants, les consommateurs et les élus politiques afin de les sensibiliser à l'importance d'une production laitière équitable.

Des produits laitiers équitables sont actuellement commercialisés dans six pays (Allemagne, Autriche, Belgique, France, Italie et Luxembourg). Au programme de la conférence figurent entre autres une présentation des projets du « lait équitable » de ces pays. Comme chaque année, des « Faironikas en or » seront décernées pour des services exceptionnels rendus à la cause d'une production laitière et alimentaire pérenne et équitable.

[Le programme](#)

*Regina Reiterer, EMB*

---

**Vous pouvez nous trouver sur Facebook**



---

European Milk Board ASBL

Rue de la Loi 155

B-1040 Bruxelles

Tel: +32 (0)2808 1935

Fax: +32 (0)2808 8265

Mail: [office@europeanmilkboard.org](mailto:office@europeanmilkboard.org)

Document-URL: <http://www.europeanmilkboard.org/https://www.europeanmilkboard.org/francais/bulletin-juin-2016.html>